

# PREFECTURE D'EURE-ET-LOIR

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION  
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de l'Urbanisme  
et de l'Environnement

DP/ND

02526

1994

02

17  
9pau

ARRETE N°376

AUTORISANT LA S.A. LES CALCAIRES DE BEAUCE  
A EXPLOITER UNE CARRIERE A CIEL OUVERT  
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BEAUVILLIERS

Affaire suivie par : Mme POMMIER

Tél. 37.27.70.95.

LE PREFET D'EURE-ET-LOIR,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code minier et notamment son article 106 ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 92.3 du 03 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret modifié n° 79.1108 du 20 décembre 1979 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci, notamment l'article 29 ;

Vu le décret n° 80.331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives notamment l'article 1er du titre "sécurité et salubrité publiques" ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1 993 du 5 juillet 1982 qui autorise la société des Calcaires de Beauce à BEAUVILLIERS, à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de BEAUVILLIERS .

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 362 du 10 mars 1986 ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 1 137 du 08 juillet 1986 ;

Vu le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre, en date du 11 janvier 1994 .

Vu l'avis favorable de la Commission des Carrières réunie le 28 janvier 1994 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

## ARRETE

Article 1er - La S.A. LES CALCAIRES DE BEAUCE dont le siège social est situé BEAUVILLIERS - 28150 VOVES -, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire "dit calcaire de Beauce" située sur le territoire de la commune de BEAUVILLIERS aux lieux-dits "La Sablonnière", "Le Bois des Placés" et "La Folie" dans les parcelles cadastrées section ZL n° 7, 8, 11 à 23, 24pp.

... / ...

Article 2 - La durée de l'autorisation est fixée jusqu'au 05 juillet 1997.

Le pétitionnaire est tenu, s'il désire obtenir le renouvellement de la présente autorisation, d'en faire la demande au moins 6 mois avant la date d'expiration de cette dernière.

Article 3 - La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Elle est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables, notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, à l'utilisation de produits explosifs, aux installations classées pour la protection de l'environnement, aux découvertes archéologiques, à la voirie des collectivités locales, et au travail, et sous réserve que le pétitionnaire mette en oeuvre des dispositifs techniques efficaces pour que les véhicules sortant de la carrière ne déposent aucun matériau sur la chaussée de la R.N. 154.

Article 4 - L'exploitation est soumise aux conditions suivantes :

- L'installation de traitement des matériaux sera conforme à la réglementation relative aux installations classées et fera l'objet des procédures réglementaires.
- Le stockage d'hydrocarbures sur le site est interdit.
- L'entretien des engins d'extraction s'effectuera sur une aire étanche permettant de recueillir les débordements accidentels d'huile de vidange, assortie d'un décanteur dégraisseur et d'une fosse étanche.
- Les forages de prélèvement d'eau seront réalisés selon les règles de l'art et seront déclarés conformément aux dispositions du Code minier (article 131) et du décret du 29 mars 1993.

Avant l'exploitation :

- Le pétitionnaire fera borner le périmètre soumis à l'extraction.
- Des panneaux seront apposés sur chacune des voies d'accès au chantier et comporteront en caractères apparents l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence à l'arrêté préfectoral et l'objet des travaux.
- Le bénéficiaire de la présente autorisation devra prendre des mesures nécessaires pour éviter tout dépôt de détrit, d'ordures ménagères, de déchets industriels ou de démolition à l'intérieur de la fouille, éventuellement par la pose d'une clôture
- Les Directeurs des Antiquités Historiques et Préhistoriques seront informés par lettre, huit jours à l'avance, de la date des travaux de décapage.

Au fur et à mesure de l'exploitation :

- La découverte sera effectuée de façon sélective en deux couches dont la première devra correspondre exclusivement à l'horizon supérieur humifère. Ces terres devront être conservées séparément pour être utilisées au réaménagement de l'excavation et de ses abords.
- L'exploitation du périmètre sera arrêtée à une distance horizontale telle que compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis. En aucun cas cette distance horizontale ne sera inférieure à 10 mètres.
- La cote NGF du fond de fouille ne sera jamais inférieure à 130.

- Les zones abandonnées de la carrière et non nécessaires à la poursuite de l'exploitation de celle-ci devront être remises en état sans attendre en effectuant les travaux suivants :

- remblayage total des parcelles avec des terres provenant de l'horizon inférieur de la découverte et de terres et roches non souillées provenant de l'extérieur avec une surveillance stricte de ces matériaux ;

- une personne sera affectée à cette surveillance et devra consigner sur un registre pour chaque déversement, le nom du propriétaire, le volume estimatif de l'apport, la nature des matériaux ;

- remise en place sur le dessus des remblais des terres dites humifères provenant de l'horizon supérieur de la découverte ;

- le trajet des véhicules et engins affectés à ces travaux devra être tel qu'il ne puisse en résulter de tassement des couches remises en place ;

- les surfaces ainsi reconstituées seront rendues à la culture par tranche, au plus annuelle, et, pour la mi-octobre, jusqu'à 100 m au plus du front d'exploitation ;

- un cordon de terre sera établi sur le pourtour des exploitations, là où il sera nécessaire d'éviter un ruissellement des eaux vers l'excavation. Il devra permettre l'absorption par le sol de ces eaux de surface.

#### Dès l'achèvement de l'exploitation :

- Les sols devront être reconstitués sur l'ensemble du périmètre exploité et rendus à la culture.

- Les abords des fouilles devront avoir été régaliés et nettoyés.

- Tous les matériels quels qu'ils soient devront avoir été enlevés de l'emplacement . Il ne devra subsister sur celui-ci aucune épave ni aucun dépôt de matériaux.

- Les aires de travail ainsi que les aires de circulation provisoires devront avoir été décapées des matériaux stabilisés qui y auraient été régaliés, puis recouvertes de terres végétales et rendues à la culture. Les fonds de la fouille devront être raccordés sans solution de continuité avec les excavations existantes ou à venir sur les parcelles adjacentes.

**Article 5** - A la fin de chaque année d'exploitation, l'exploitant fera connaître à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre, dans un mémoire accompagné de plans justificatifs, l'avancement des travaux de remise en état des sols et des aménagements réalisés, ainsi que le programme d'extraction pour l'année suivante.

#### Article 6 -

##### Modifications des conditions d'exploitation :

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière comportant une atteinte aux caractéristiques essentielles du milieu environnant ou allant à l'encontre des prescriptions susvisées doit faire l'objet d'une déclaration préalable au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### Article 7 -

##### Abandon des travaux :

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter les travaux, et quatre mois avant la fin de la remise en état des lieux, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'en faire la déclaration au Préfet.

La déclaration, produite en huit exemplaires, fournit les indications de l'article 1er ci-dessus, ainsi que les dates des décisions préfectorales intervenues depuis le début des travaux.

La déclaration est accompagnée d'un mémoire contenant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux visés à l'article 4 ci-dessus et les mesures prises pour éviter les dangers.

**Article 8 -**

**Sanctions :**

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues à l'article 142 du Code minier.

Dans le cas d'infractions graves aux prescriptions de police, de sécurité, ou d'hygiène et d'inobservation des mesures en application de l'article 84 du Code minier, le titulaire de la présente autorisation pourra, après mise en demeure, se la voir retirer.

Le retrait peut être également prononcé en cas d'inobservation d'un engagement pris lors de la demande d'autorisation.

**Article 9** - Les arrêtés préfectoraux n° 1 993 du 5 juillet 1982, n° 362 du 1er avril 1986 sont abrogés pour ce qui concerne les parcelles section C 3 n° 203p, 204 à 218 et 219pp aux lieux-dits "La Sablonnière" "Le Bois des Placés" et "La Folie" commune de BEAUVILLIERS.

**Article 10** - Le présent arrêté sera notifié au demandeur.

Ampliations en seront adressées à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre (2 exemplaires), à M. le Maire de BEAUVILLIERS, à MM. les Directeurs et Chefs de Service consultés lors de l'instruction de la demande. Il sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais du demandeur, inséré dans un journal régional ou local diffusé dans le département, et affiché par les soins du Maire de BEAUVILLIERS.


Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, M. le Maire de BEAUVILLIERS, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre, Messieurs les Directeurs et Chefs de Service intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRES, le 17 février 1994

LE PREFET,

Philippe DESLANDES

Pour ampliation,  
Pour le Chef de Bureau  
L'Attaché



Edith CHARRIAU